

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'économie de la Polynésie française en 2025

Des résultats solides face à un horizon 2026 moins lisible

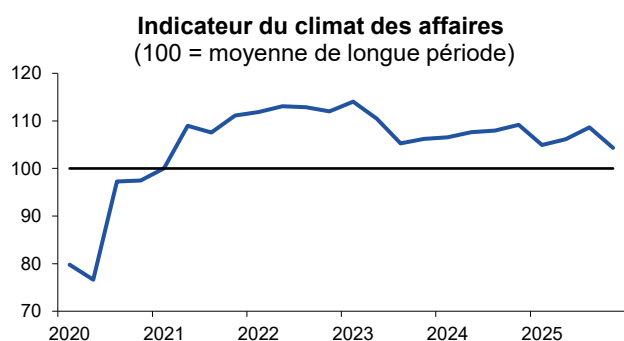


En 2025, l'économie polynésienne maintient une conjoncture globalement favorable malgré des signaux contrastés en fin d'année. L'activité des entreprises reste solide et l'inflation maîtrisée tandis que l'investissement repart, porté par la baisse des taux. La consommation des ménages marque toutefois un ralentissement, tandis que les différents secteurs d'activité affichent des dynamiques contrastées, allant d'un tourisme toujours porteur à une pêche confrontée à un repli de ses exportations. Dans ce contexte, le financement de l'économie s'intensifie et les risques bancaires restent contenus. Ces évolutions dessinent un paysage économique résilient, mais traversé d'incertitudes à l'approche de 2026, en particulier en raison du conflit en cours au Moyen-Orient.

Maintien d'une conjoncture favorable en 2025

Des chefs d'entreprise globalement confiants

Malgré des nuances au cours de l'année 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA) demeure au-dessus de sa moyenne de longue période, suggérant le maintien d'une conjoncture globalement favorable en Polynésie française.



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

© IEOM

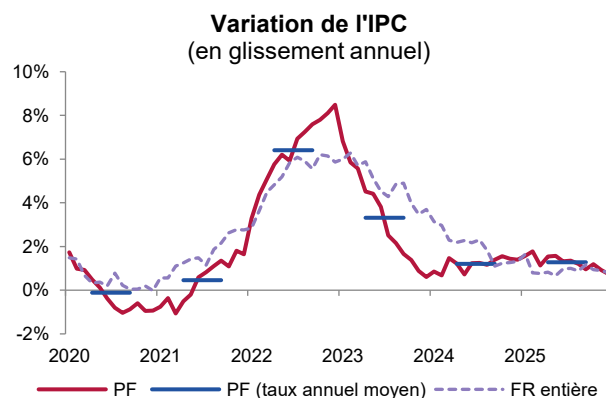
Les entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM font état d'une évolution contrastée de leur activité en 2025. Elles témoignent notamment d'un troisième trimestre jugé particulièrement favorable, suivi d'une fin d'année moins dynamique.

Une inflation sous les 2 % tout au long de l'année

En 2025, l'inflation reste maîtrisée. Sur l'exercice, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente en moyenne

de 1,3 %, après des hausses respectives de 1,2 % en 2024 et 3,3 % en 2023.

En décembre 2025, l'IPC progresse de 0,7 % en glissement annuel. Cette évolution est alimentée par la hausse des prix de l'alimentaire (+2,7 %), des dépenses liées au logement (+1,5 %), des tarifs des assurances (+1,4 %) et de l'hôtellerie-restauration (+1,4 %). En parallèle, les prix de l'habillement diminuent (-4,7 %), à l'image de ceux des transports (-2,0 %) et des communications (-0,5 %).



Sources : INSEE, ISPF

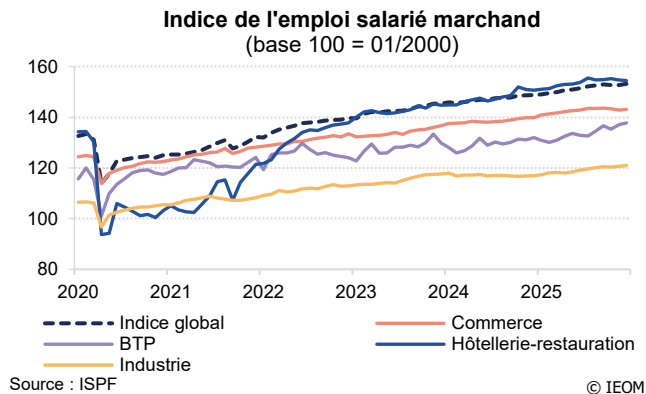
© IEOM

Stabilisation du marché du travail

Selon l'ISPF, le taux d'emploi se stabilise à 57,5 % en 2025 (contre 57,7 % en 2024) tandis que le repli du taux de chômage se poursuit (6,7 % contre 7,5 % un an plus

tôt). Le halo¹ autour du chômage recule également à 17 % et s'élève à 11 200 personnes en 2025.

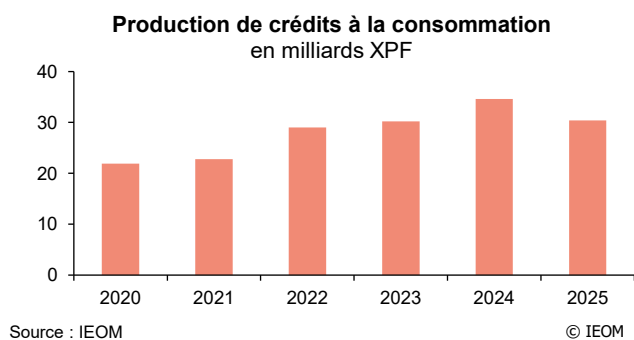
Sur les neuf premiers mois de l'année, les effectifs salariés moyens s'élèvent à 66 000 ETP contre 64 300 sur la même période en 2024, soit en hausse de 3 %. Le nombre d'offres d'emploi officiellement publiées au Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) a par ailleurs reculé de 8,2 % en 2025.



En décembre 2025, l'indice de l'emploi salarié marchand progresse de 2,9 % en glissement annuel, une hausse supérieure à sa moyenne des cinq années précédentes (+2,6 %). C'est dans les secteurs de la construction et de l'industrie que l'indice a le plus augmenté (+4,4 % et +3,5 % respectivement).

Fléchissement de la consommation des ménages

En 2025, les ménages polynésiens se sont moins endettés pour leurs achats quotidiens. La production de crédits à la consommation recule de 12 % (30,4 milliards XPF contre 34,6 milliards en 2024), suggérant un ralentissement de la consommation des particuliers.



Dans l'ensemble, les commerçants interrogés par l'IEOM confirment cette tendance et indiquent une baisse de leur activité, plus marquée en fin d'année. Les importations de biens de consommation demeurent néanmoins stables avec une progression en valeur de 0,6 % en 2025 (+2,2 % en volume).

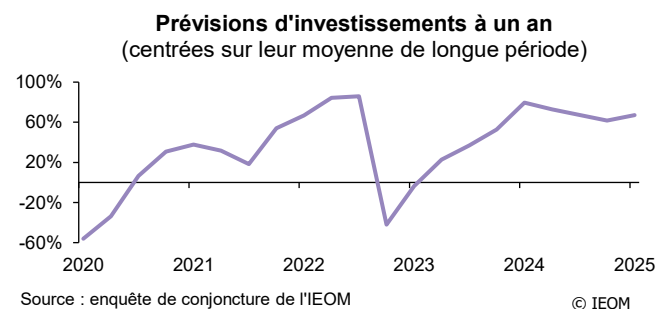
En novembre 2025, 4 605 immatriculations de voitures particulières² ont été comptabilisées en cumul depuis le début de l'année, soit 79 % des immatriculations

¹ Personnes souhaitant travailler, mais ne remplissant pas toutes les conditions du chômage.

réalisées en 2024 (5 825 immatriculations). Après un exercice 2023 exceptionnel (6 247), cette tendance baissière pourrait présager une saturation de la demande.

Les entreprises et les ménages investissent en 2025

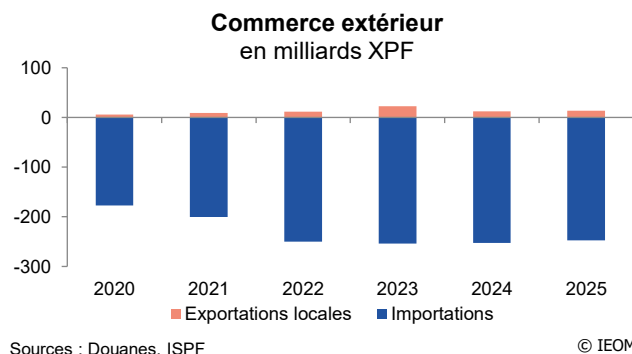
Grâce à un contexte économique globalement favorable, les chefs d'entreprise interrogés par l'IEOM font part de leurs intentions d'investir à l'horizon d'un an. En témoigne la production de crédits à l'équipement qui a progressé de 8,4 % sur l'année 2025 pour atteindre 39 milliards XPF (contre 36 milliards XPF en 2024).



Cette volonté d'investir se retrouve également du côté des ménages. Après deux exercices de recul de la production de crédit à l'habitat (-20 % en 2023 et -19 % en 2024), la tendance s'inverse en 2025. Sur l'année, la production de crédit à l'habitat augmente de 20,5 %, totalisant 36 milliards XPF, en lien avec la baisse des taux d'intérêt. En effet, entre fin 2024 et fin 2025, le taux moyen des crédits à l'habitat diminue de 67 points de base et passe sous la barre des 3 % pour la première fois depuis deux ans (2,9 %). Cette évolution s'explique directement par la baisse des taux directeurs de l'IEOM en 2025, avec quatre diminutions successives de 25 points de base sur l'ensemble de l'année.

Légère amélioration du taux de couverture

Les recettes à l'export de la Polynésie française repartent à la hausse pour atteindre 13,8 milliards XPF en 2025, contre 12,0 milliards XPF en 2024 (+15 %). Les importations, quant à elles, reculent de 2 % (- 0,5 milliard XPF) pour atteindre 247,2 milliards (contre 252,6 milliards XPF en 2024). Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations s'améliore légèrement et atteint 6 % (5 % en 2024).



² Hors véhicules utilitaires, notamment de type « pick-up ».

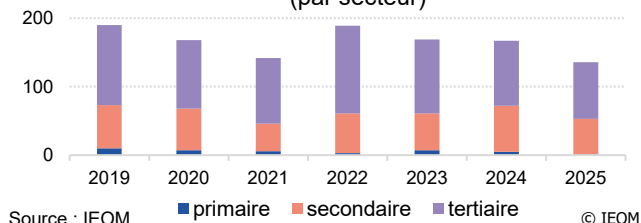
Une fréquentation touristique solide face à des secteurs plus fragiles

Les entreprises polynésiennes restent solides

En 2025, 57 % des entreprises cotées par l'IEOM, sur la base de leur bilan 2024, le sont favorablement, après 59 % l'année précédente. Le nombre de défaillances d'entreprise diminue également de -18,5 % en 2025 (136 défaillances contre 167 en 2024). Deux tiers de ces défaillances concernent le secteur tertiaire.

Dans ce contexte, deux tiers des chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM ont observé une hausse de leur chiffre d'affaires par rapport à 2024. Un tiers déclare même une forte hausse (supérieure à 5 %).

Défaillances d'entreprises (par secteur)



Tourisme : la Polynésie française confirme son attractivité

Depuis la reprise post-Covid, la Polynésie française connaît un essor soutenu de son secteur touristique, attirant un nombre croissant de visiteurs internationaux depuis 2022. L'année 2025 est ainsi la troisième année record consécutive en termes de fréquentation avec 281 277 visiteurs, soit une progression de 7 % par rapport à 2024 (+ 17 400 touristes). Ce nouveau record concerne autant les touristes terrestres (227 200, en hausse de 7 %) que les croisiéristes (53 900, en hausse de 4 %).

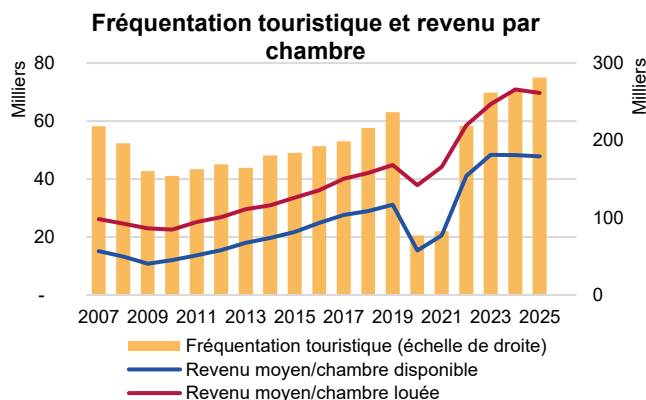
L'aéroport de Tahiti Faa'a a ainsi accueilli plus de 820 000 passagers internationaux en 2025. Cette affluence commence toutefois à générer quelques tensions en matière de capacité d'accueil, liées à la fois à la taille des infrastructures et aux contraintes de décalage horaire qui entraînent une concentration des vols long-courriers sur les mêmes plages horaires.

Le coefficient moyen de remplissage des hôtels demeure globalement stable en 2025, à 67,7 % (+0,4 point). Le revenu moyen par chambre disponible semble atteindre un palier (-1 %) et se maintient à un niveau historiquement élevé (47 636 XPF en 2025 contre 31 207 XPF en 2019, point le plus haut avant la crise sanitaire).

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEOM, les professionnels du secteur font état d'une activité jugée satisfaisante, notamment à partir du second trimestre. Ils témoignent également au global d'une amélioration de leurs marges, portée par la hausse des prix et la diminution de leurs charges.

En 2025, la quasi-totalité des marchés émetteurs est orientée à la hausse, à l'exception du marché sud-américain. La fréquentation repose essentiellement

sur trois marchés : les États-Unis (39 % des visiteurs en 2025), la France (30 %) et le reste de l'Europe (13 %).



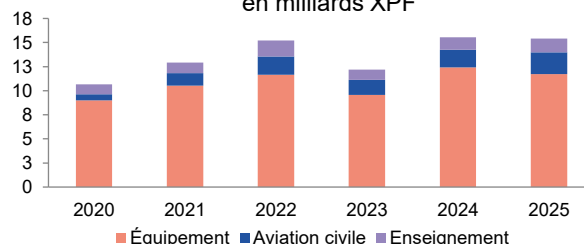
Une année contrastée pour le secteur BTP

En 2025, le secteur des travaux publics bénéficie de dépenses liquidées stables par rapport à 2024, à un niveau élevé (15 425 millions XPF en 2025 contre 12 845 millions XPF en moyenne sur les dix dernières années).

En parallèle, le secteur du bâtiment enregistre un recul de la construction de logements sociaux. L'Office polynésien de l'habitat, principal opérateur du secteur, a livré 108 logements en habitat groupé et 201 en habitat dispersé, soit 309 unités en 2025. Ce niveau est stable sur un an, mais demeure inférieur à la moyenne observée sur la période 2017-2023 (500 logements). À l'inverse, le financement de l'habitat, évoqué précédemment, fait apparaître une dynamique plus favorable en 2025, portée par une progression soutenue de la production de crédits.

Le secteur du BTP bénéficie également d'un contexte de coûts plus contenus pour certaines matières premières importées. Les prix du ciment reculent (- 6,1 % sur le prix par tonne importée), comme ceux du bois transformé (- 1,4 %) et du bitume (- 28,4 %).

Dépenses liquidées par le secteur public en milliards XPF



Les secteurs de la pêche et de la perliculture : des problématiques opposées

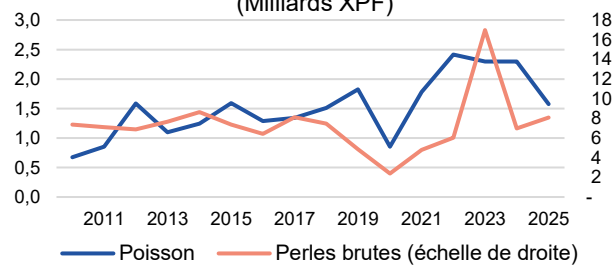
En 2025, les exportations de perles de Tahiti progressent de 32 % en volume et de 16 % en valeur par rapport à 2024. Le prix moyen s'établit ainsi à 735 XPF par gramme, en retrait par rapport aux deux années précédentes, mais à un niveau toujours supérieur à la

moyenne observée sur les dix dernières années (590 XPF/gramme). Le secteur perlier demeure marqué par une contrainte d'offre. La diminution du nombre de nacres disponibles, combinée à la mise en place de quotas de production ces dernières années, a contribué à limiter les volumes produits tout en soutenant le niveau des prix.

À l'inverse, le secteur pêche est confronté à une contraction de la demande. En 2025, les exportations de poisson reculent de 20 % en volume et de 31 % en valeur. Les recettes à l'export de la filière chutent ainsi à 1,6 milliard de XPF, soit un retour à des niveaux comparables à ceux observés avant la crise sanitaire. Les espèces les plus exportables sont aussi celles dont les captures progressent le moins. Les captures de thon germon, qui sature le marché local, ont augmenté de

80 % entre 2020 et 2024 tandis que les captures de thon à nageoires jaunes et de thon obèse ont progressé de 8 % chacune.

Exportations en valeur
(Milliards XPF)



Source : ISPF

© IEOM

Le financement de l'économie s'intensifie

Les banques locales retrouvent une activité de crédit dynamique, en particulier sur les crédits aux entreprises et sur l'immobilier. En parallèle, les dépôts s'essouffent.

La position extérieure nette de la place bancaire polynésienne reste largement excédentaire à 60,5 milliards XPF, mais se contracte de 21 milliards suite à une hausse des engagements hors zone.

Dépôts bancaires : progression modérée et arbitrages de placement

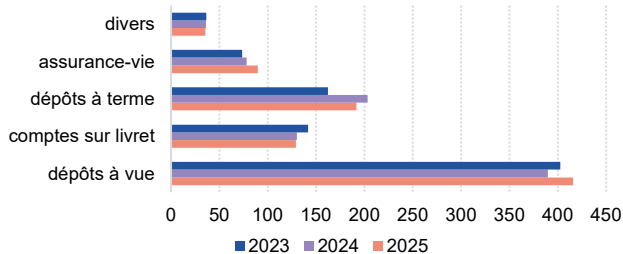
En 2025, l'encours des dépôts s'établit à 862 milliards XPF, en progression de 2,9 % en glissement annuel. Les actifs financiers des ménages, qui représentent près des deux tiers du total, augmentent de 2,1 % (+11,4 milliards XPF). Les actifs détenus par les entreprises enregistrent également une hausse de 5,5 % (soit 11,7 milliards XPF).

Contrairement aux comportements de placement observés l'année précédente, et dans un contexte de baisse des taux, les agents économiques ont privilégié en 2025 les dépôts à vue (+26 milliards XPF) au détriment des dépôts à terme (-11 milliards XPF). L'encours des comptes sur livret demeure, pour sa part, stable.

Quant aux contrats d'assurance-vie, qui constituent l'essentiel des placements hors zone d'émission, leur encours progresse de 14,7 % sur l'exercice.

Encours des principaux actifs au 31/12

Établissements installés localement (en milliards XPF)



Sources IEOM : Surfi - Ruba

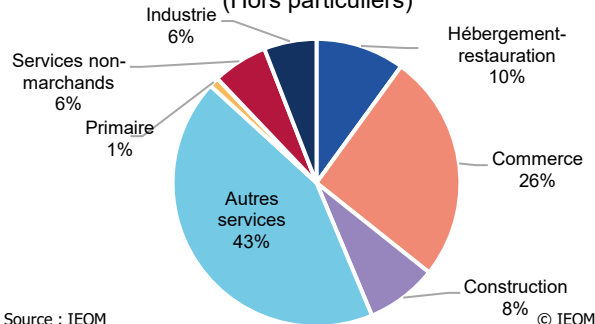
© IEOM

Retour du dynamisme sur la production de crédits

En 2025, la production de crédits des trois établissements de crédit locaux (hors découvert et créances commerciales) est dynamique : elle atteint 157,9 milliards XPF, en hausse de 20,4 milliards XPF sur un an (+15 %). Cette progression est en grande partie attribuable aux entreprises, dont les financements se sont accrus de 16,5 milliards en rythme annuel : 11,6 milliards de crédits de trésorerie (+61 %) ; +2,9 milliards de crédit d'équipement (+8 %) et +2,1 milliards de crédits immobiliers (+33,4 %). Du côté des ménages, les crédits nouveaux à l'habitat atteignent 34,2 milliards XPF, en hausse de 18 % tandis que la production de crédits à la consommation recule de 8 %.

La production de crédits (hors crédits aux particuliers) se concentre principalement dans les secteurs des services (59 %) et du commerce (26 %) tandis que le secteur de la construction représente 8 % des nouveaux crédits.

Production de crédit par secteur
(Hors particuliers)



Source : IEOM

© IEOM

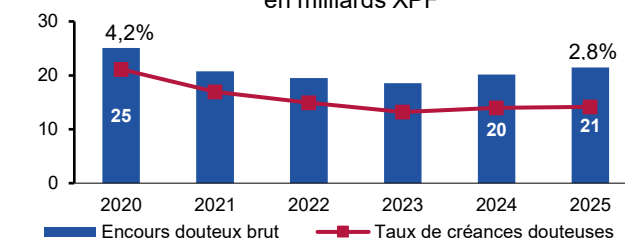
L'encours sain détenu par les établissements de la place s'élève à 737 milliards XPF en décembre 2025, soit 35,9 milliards supplémentaires par rapport à décembre 2024 (+5,1 %). Cette évolution est portée à la fois par les entreprises, dont l'encours est en hausse de 5,7 % (+16,9 milliards XPF) et par les ménages (+14,3 milliards XPF, +4 %).

Des risques maîtrisés en 2025

Fin 2025, l'encours douteux brut s'accroît de 6,6 % en glissement annuel pour atteindre 21 milliards XPF.

Le taux de créances douteuses brutes demeure stable à 2,8 % en 2025 et le taux de provisionnement augmente à 57,1 % (contre 56,5 % fin 2024).

Encours douteux bruts des banques locales
en milliards XPF



Sources IEOM : Surfi - Ruba

© IEOM

Perspectives 2026

Au dernier trimestre 2025, un tiers des chefs d'entreprise interrogés par l'IEOM estime qu'il leur est difficile ou modérément difficile de prévoir l'évolution de leur activité. Dans ce contexte, les tensions internationales à l'œuvre depuis février 2026 ainsi que la scission du groupe majoritaire à l'Assemblée polynésienne, renforcent le climat d'incertitude.

L'année 2026 s'annonce comme une période charnière pour le secteur touristique. L'offre hôtelière connaît un recul temporaire en raison de rénovations engagées dans plusieurs établissements haut de gamme. Environ 8,9 milliards XPF de nouveaux crédits accordés en 2025 par les banques de la place concernent des rénovations d'hôtels. En parallèle, la Polynésie française devrait enregistrer une hausse des croisiéristes en 2026. Cette évolution se dessine dès le mois de janvier, avec une fréquentation touristique en hausse de 0,6 % en glissement annuel, marquée par un recul de 9 % des touristes terrestres et une progression de 40 % des croisiéristes. Toutefois, le contexte géopolitique mondial et la hausse du prix des hydrocarbures, répercutée sur le prix des billets d'avion, sont susceptibles de peser sur l'activité touristique, même si les professionnels du secteur ne signalent pas, à ce stade, d'annulations significatives.

2026 sera également une année décisive pour le secteur de la pêche. Au-delà des exportations de poisson, la Polynésie française prendra part aux discussions au sein de la commission des pêches du Pacifique (WCPFC)³ concernant la mise en place de quotas de capture au 1^{er} janvier 2027.

Le secteur de la construction devrait bénéficier de l'organisation des Jeux du Pacifique 2027 avec le lancement des projets de rénovation ou de construction des infrastructures nécessaires.

La consommation des ménages constituera un point de vigilance en 2026. Après un tassement observé en 2025, elle pourrait s'inscrire en repli plus marqué en cas de confirmation de la hausse des prix du carburant et d'une inflation importée. Or, la consommation des ménages représente environ 70 % du PIB du territoire et 60 % des recettes de fonctionnement du Pays (via la taxation indirecte). Dans ce contexte, la persistance du conflit au Moyen-Orient pourrait conduire à reconsidérer la trajectoire de désendettement du Pays afin de permettre la mise en œuvre de mesures de soutien à l'emploi et aux ménages.

³ Western and Central Pacific Fisheries Commission : organisation internationale dédiée à la mise en place d'une pêche soutenable dans l'océan Pacifique. La Polynésie française est membre observateur, mais la France fait partie des 26 membres disposant d'un droit de vote et de veto.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : T. Beltrand ■ Responsable de rédaction : D. Brunel

Rédaction : S. Baudouard et D. Brunel